

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Décret n° 2012-1058 du 17 septembre 2012 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à certains corps et emplois du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie**

NOR : DEVK1223573D

*Publics concernés* : agents relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

*Objet* : regroupement en un seul texte de l'échelonnement indiciaire applicable à certains corps et emplois de personnels civils gérés par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

*Entrée en vigueur* : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

*Notice* : le décret regroupe en un seul texte l'échelonnement indiciaire applicable aux corps et emplois de personnels civils gérés par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie dont l'échelonnement indiciaire ne relève pas du décret n° 2008-836 du 22 août 2008. Ce regroupement n'induit pas de modification des grilles indiciaires existantes, à l'exception de celle du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière.

*Références* : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, dans sa version résultant du décret n° 2008-385 du 23 avril 2008 relatif à l'échelonnement indiciaire des corps et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 57-559 du 7 mai 1957 modifié portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports ;

Vu le décret n° 66-900 du 18 novembre 1966 modifié portant statut particulier du corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-279 du 30 mars 1967 modifié relatif à l'organisation et aux attributions du service régional de l'équipement de la région parisienne ;

Vu le décret n° 70-832 du 3 septembre 1970 modifié portant statut particulier du corps des officiers de port adjoints ;

Vu le décret n° 70-903 du 2 octobre 1970 modifié relatif au statut particulier du corps des techniciens supérieurs de l'équipement ;

Vu le décret n° 70-912 du 5 octobre 1970 modifié relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur départemental et de chef de service régional de l'équipement ;

Vu le décret n° 87-997 du 10 décembre 1987 modifié relatif au statut particulier du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière ;

Vu le décret n° 91-1140 du 4 novembre 1991 modifié relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur régional de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-752 du 29 mars 1993 modifié relatif au statut particulier des professeurs techniques de l'enseignement maritime ;

Vu le décret n° 94-943 du 28 octobre 1994 modifié relatif aux statuts particuliers du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement ;

Vu le décret n° 95-204 du 24 février 1995 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de chef de subdivision des services du ministère chargé de l'équipement ;

Vu le décret n° 97-1017 du 30 octobre 1997 modifié relatif au statut particulier du corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière ;

Vu le décret n° 97-1028 du 5 novembre 1997 modifié relatif au statut particulier des inspecteurs des affaires maritimes ;

Vu le décret n° 2001-188 du 26 février 2001 modifié relatif au statut particulier du corps des officiers de port ;

Vu le décret n° 2001-1255 du 21 décembre 2001 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de conseiller des affaires maritimes ;

Vu le décret n° 2002-1165 du 12 septembre 2002 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de secrétaire général du Conseil supérieur de la marine marchande ;

Vu le décret n° 2005-367 du 21 avril 2005 modifié relatif au statut particulier du corps des inspecteurs généraux et inspecteurs de l'administration du développement durable ;

Vu le décret n° 2005-631 du 30 mai 2005 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-632 du 30 mai 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du premier groupe et du deuxième groupe ;

Vu le décret n° 2007-1315 du 6 septembre 2007 modifié relatif à l'emploi de conseiller d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2009-951 du 29 juillet 2009 modifié relatif aux emplois de vice-président, de président de l'autorité environnementale, de président de section et de président de la commission permanente des ressources naturelles du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du 10 mai 2012,

Décète :

## TITRE I<sup>er</sup>

### ÉCHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE À CERTAINS CORPS DU MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### Echelonnement indiciaire applicable à certains corps de catégorie A

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs généraux et inspecteurs de l'administration du développement durable régis par le décret du 21 avril 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Inspecteur général de l'administration du développement durable</i>	
Echelon spécial .....	HE D
4 <sup>e</sup> échelon .....	HE C
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
2 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
1 <sup>er</sup> échelon .....	1015
<i>Inspecteur de l'administration du développement durable</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
5 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
4 <sup>e</sup> échelon .....	1015
3 <sup>e</sup> échelon .....	966
2 <sup>e</sup> échelon .....	901
1 <sup>er</sup> échelon .....	852

**Art. 2.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs généraux de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports régis par le décret du 7 mai 1957 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Inspecteur général de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports</i>	
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE C
2 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
1 <sup>er</sup> échelon .....	1015

**Art. 3.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs des travaux publics de l'Etat régis par le décret n° 2005-631 du 30 mai 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat</i>	
8 <sup>e</sup> échelon .....	966
7 <sup>e</sup> échelon .....	916
6 <sup>e</sup> échelon .....	864
5 <sup>e</sup> échelon .....	811
4 <sup>e</sup> échelon .....	759
3 <sup>e</sup> échelon .....	701
2 <sup>e</sup> échelon .....	641
1 <sup>er</sup> échelon .....	593
<i>Ingénieur des travaux publics de l'Etat</i>	
11 <sup>e</sup> échelon .....	801
10 <sup>e</sup> échelon .....	750
9 <sup>e</sup> échelon .....	710
8 <sup>e</sup> échelon .....	668
7 <sup>e</sup> échelon .....	621
6 <sup>e</sup> échelon .....	588
5 <sup>e</sup> échelon .....	540
4 <sup>e</sup> échelon .....	492
3 <sup>e</sup> échelon .....	458
2 <sup>e</sup> échelon .....	430
1 <sup>er</sup> échelon (stagiaire) .....	379
<i>Elève ingénieur</i>	
2 <sup>e</sup> année .....	359
1 <sup>re</sup> année .....	340

**Art. 4.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux chargés de recherche et aux directeurs de recherche régis par le décret du 28 octobre 1994 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Directeur de recherche Classe exceptionnelle</i>	
2 <sup>e</sup> échelon .....	HE E
1 <sup>er</sup> échelon .....	HE D
1 <sup>re</sup> classe	
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE C
2 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
1 <sup>er</sup> échelon .....	1015
2 <sup>e</sup> classe	
6 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
5 <sup>e</sup> échelon .....	1015
4 <sup>e</sup> échelon .....	958
3 <sup>e</sup> échelon .....	901

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
2 <sup>e</sup> échelon .....	852
1 <sup>er</sup> échelon .....	801
<i>Chargé de recherche</i>	
1 <sup>re</sup> classe	
9 <sup>e</sup> échelon .....	1015
8 <sup>e</sup> échelon .....	966
7 <sup>e</sup> échelon .....	920
6 <sup>e</sup> échelon .....	882
5 <sup>e</sup> échelon .....	821
4 <sup>e</sup> échelon .....	755
3 <sup>e</sup> échelon .....	678
2 <sup>e</sup> échelon .....	600
1 <sup>er</sup> échelon .....	562
2 <sup>e</sup> classe	
6 <sup>e</sup> échelon .....	677
5 <sup>e</sup> échelon .....	653
4 <sup>e</sup> échelon .....	618
3 <sup>e</sup> échelon .....	580
2 <sup>e</sup> échelon .....	542
1 <sup>er</sup> échelon .....	530

**Art. 5.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs techniques de l'enseignement maritime régis par le décret du 29 mars 1993 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Professeur technique de l'enseignement maritime</i>	
Hors classe	
7 <sup>e</sup> échelon .....	966
6 <sup>e</sup> échelon .....	910
5 <sup>e</sup> échelon .....	850
4 <sup>e</sup> échelon .....	780
3 <sup>e</sup> échelon .....	726
2 <sup>e</sup> échelon .....	672
1 <sup>er</sup> échelon .....	587
Classe normale	
11 <sup>e</sup> échelon .....	801
10 <sup>e</sup> échelon .....	741
9 <sup>e</sup> échelon .....	682
8 <sup>e</sup> échelon .....	634
7 <sup>e</sup> échelon .....	587
6 <sup>e</sup> échelon .....	550
5 <sup>e</sup> échelon .....	510
4 <sup>e</sup> échelon .....	480
3 <sup>e</sup> échelon .....	450
2 <sup>e</sup> échelon .....	423
1 <sup>er</sup> échelon .....	379
Elève professeur	302

**Art. 6.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs des affaires maritimes régis par le décret du 5 novembre 1997 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Inspecteur principal de 1<sup>re</sup> classe</i>	
4 <sup>e</sup> échelon .....	966
3 <sup>e</sup> échelon .....	935
2 <sup>e</sup> échelon .....	895

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
1 <sup>er</sup> échelon .....	852
<i>Inspecteur principal 2<sup>e</sup> classe</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	821
5 <sup>e</sup> échelon .....	759
4 <sup>e</sup> échelon .....	712
3 <sup>e</sup> échelon .....	660
2 <sup>e</sup> échelon .....	616
1 <sup>er</sup> échelon .....	563
<i>Inspecteur</i>	
12 <sup>e</sup> échelon .....	780
11 <sup>e</sup> échelon .....	759
10 <sup>e</sup> échelon .....	703
9 <sup>e</sup> échelon .....	653
8 <sup>e</sup> échelon .....	625
7 <sup>e</sup> échelon .....	588
6 <sup>e</sup> échelon .....	542
5 <sup>e</sup> échelon .....	500
4 <sup>e</sup> échelon .....	466
3 <sup>e</sup> échelon .....	442
2 <sup>e</sup> échelon .....	423
1 <sup>er</sup> échelon .....	379
Stagiaire	340

**Art. 7.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux officiers de port régis par le décret du 26 février 2001 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Capitaine de port de premier grade</i>	
Classe fonctionnelle spéciale	
2 <sup>e</sup> échelon .....	966
1 <sup>er</sup> échelon .....	935
Classe fonctionnelle	
5 <sup>e</sup> échelon .....	901
4 <sup>e</sup> échelon .....	875
3 <sup>e</sup> échelon .....	849
2 <sup>e</sup> échelon .....	795
1 <sup>er</sup> échelon .....	747
Classe normale	
5 <sup>e</sup> échelon .....	821
4 <sup>e</sup> échelon .....	759
3 <sup>e</sup> échelon .....	712
2 <sup>e</sup> échelon .....	660
1 <sup>er</sup> échelon .....	616
<i>Capitaine de port de second grade</i>	
Classe fonctionnelle	
5 <sup>e</sup> échelon .....	780
4 <sup>e</sup> échelon .....	730
3 <sup>e</sup> échelon .....	688
2 <sup>e</sup> échelon .....	640
1 <sup>er</sup> échelon .....	612
Classe normale	
7 <sup>e</sup> échelon .....	750
6 <sup>e</sup> échelon .....	701
5 <sup>e</sup> échelon .....	664
4 <sup>e</sup> échelon .....	626

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
3 <sup>e</sup> échelon .....	586
2 <sup>e</sup> échelon .....	550
1 <sup>er</sup> échelon .....	521
Stagiaire .....	500

**Art. 8.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux délégués au permis de conduire et à la sécurité routière régis par le décret du 30 octobre 1997 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Délégué principal de 1<sup>re</sup> classe</i>	
4 <sup>e</sup> échelon .....	966
3 <sup>e</sup> échelon .....	935
2 <sup>e</sup> échelon .....	895
1 <sup>er</sup> échelon .....	852
<i>Délégué principal de 2<sup>e</sup> classe</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	821
5 <sup>e</sup> échelon .....	759
4 <sup>e</sup> échelon .....	712
3 <sup>e</sup> échelon .....	660
2 <sup>e</sup> échelon .....	616
1 <sup>er</sup> échelon .....	563
<i>Délégué</i>	
12 <sup>e</sup> échelon .....	780
11 <sup>e</sup> échelon .....	759
10 <sup>e</sup> échelon .....	703
9 <sup>e</sup> échelon .....	653
8 <sup>e</sup> échelon .....	625
7 <sup>e</sup> échelon .....	588
6 <sup>e</sup> échelon .....	542
5 <sup>e</sup> échelon .....	500
4 <sup>e</sup> échelon .....	466
3 <sup>e</sup> échelon .....	442
2 <sup>e</sup> échelon .....	423
1 <sup>er</sup> échelon .....	379

## CHAPITRE II

### Echelonnement indiciaire applicable à certains corps de catégorie B

**Art. 9.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux techniciens supérieurs de l'équipement régis par le décret du 2 octobre 1970 modifié susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Technicien supérieur en chef</i>	
8 <sup>e</sup> échelon .....	638
7 <sup>e</sup> échelon .....	597
6 <sup>e</sup> échelon .....	566
5 <sup>e</sup> échelon .....	535
4 <sup>e</sup> échelon .....	505
3 <sup>e</sup> échelon .....	477
2 <sup>e</sup> échelon .....	451
1 <sup>er</sup> échelon .....	422
<i>Technicien supérieur principal</i>	
8 <sup>e</sup> échelon .....	593

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
7 <sup>e</sup> échelon .....	561
6 <sup>e</sup> échelon .....	530
5 <sup>e</sup> échelon .....	499
4 <sup>e</sup> échelon .....	470
3 <sup>e</sup> échelon .....	441
2 <sup>e</sup> échelon .....	418
1 <sup>er</sup> échelon .....	391
<i>Technicien supérieur</i>	
13 <sup>e</sup> échelon .....	558
12 <sup>e</sup> échelon .....	524
11 <sup>e</sup> échelon .....	497
10 <sup>e</sup> échelon .....	472
9 <sup>e</sup> échelon .....	450
8 <sup>e</sup> échelon .....	431
7 <sup>e</sup> échelon .....	413
6 <sup>e</sup> échelon .....	396
5 <sup>e</sup> échelon .....	380
4 <sup>e</sup> échelon .....	362
3 <sup>e</sup> échelon .....	347
2 <sup>e</sup> échelon .....	336
1 <sup>er</sup> échelon .....	322

**Art. 10.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux officiers de port adjoints régis par le décret du 3 septembre 1970 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Lieutenant de port</i>	
Classe fonctionnelle	
7 <sup>e</sup> échelon .....	579
6 <sup>e</sup> échelon .....	566
5 <sup>e</sup> échelon .....	535
4 <sup>e</sup> échelon .....	504
3 <sup>e</sup> échelon .....	466
2 <sup>e</sup> échelon .....	436
1 <sup>er</sup> échelon .....	389
Classe normale	
8 <sup>e</sup> échelon .....	544
7 <sup>e</sup> échelon .....	527
6 <sup>e</sup> échelon .....	510
5 <sup>e</sup> échelon .....	483
4 <sup>e</sup> échelon .....	450
3 <sup>e</sup> échelon .....	426
2 <sup>e</sup> échelon .....	381
1 <sup>er</sup> échelon .....	336
Stagiaire	306

**Art. 11.** – Par dérogation au 2. de l'article 8 du décret du 22 août 2008 susvisé, l'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière régis par le décret du 10 décembre 1987 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière de 1<sup>re</sup> classe</i>	
8 <sup>e</sup> échelon .....	619
7 <sup>e</sup> échelon .....	583
6 <sup>e</sup> échelon .....	552
5 <sup>e</sup> échelon .....	521
4 <sup>e</sup> échelon .....	492
3 <sup>e</sup> échelon .....	466
2 <sup>e</sup> échelon .....	444

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
1 <sup>er</sup> échelon .....	411
<i>Inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière de 2<sup>e</sup> classe</i>	
8 <sup>e</sup> échelon .....	581
7 <sup>e</sup> échelon .....	549
6 <sup>e</sup> échelon .....	517
5 <sup>e</sup> échelon .....	489
4 <sup>e</sup> échelon .....	459
3 <sup>e</sup> échelon .....	435
2 <sup>e</sup> échelon .....	405
1 <sup>er</sup> échelon .....	382
<i>Inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière de 3<sup>e</sup> classe</i>	
13 <sup>e</sup> échelon .....	546
12 <sup>e</sup> échelon .....	513
11 <sup>e</sup> échelon .....	484
10 <sup>e</sup> échelon .....	453
9 <sup>e</sup> échelon .....	436
8 <sup>e</sup> échelon .....	417
7 <sup>e</sup> échelon .....	408
6 <sup>e</sup> échelon .....	387
5 <sup>e</sup> échelon .....	370
4 <sup>e</sup> échelon .....	353
3 <sup>e</sup> échelon .....	342
2 <sup>e</sup> échelon .....	324
1 <sup>er</sup> échelon .....	315

## CHAPITRE III

**Echelonnement indiciaire applicable  
à certains corps de catégorie C**

**Art. 12.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux conducteurs des travaux publics régis par le décret du 18 novembre 1966 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Conducteur principal des travaux publics de l'Etat</i>	
9 <sup>e</sup> échelon .....	474
8 <sup>e</sup> échelon .....	453
7 <sup>e</sup> échelon .....	430
6 <sup>e</sup> échelon .....	395
5 <sup>e</sup> échelon .....	377
4 <sup>e</sup> échelon .....	358
3 <sup>e</sup> échelon .....	340
2 <sup>e</sup> échelon .....	324
1 <sup>er</sup> échelon .....	312
<i>Conducteur des travaux publics de l'Etat (échelle 5 des corps de catégorie C, décret n° 2008-836 du 22 août 2008)</i>	
11 <sup>e</sup> échelon .....	446
10 <sup>e</sup> échelon .....	427
9 <sup>e</sup> échelon .....	398
8 <sup>e</sup> échelon .....	380
7 <sup>e</sup> échelon .....	364
6 <sup>e</sup> échelon .....	351
5 <sup>e</sup> échelon .....	336
4 <sup>e</sup> échelon .....	322
3 <sup>e</sup> échelon .....	307
2 <sup>e</sup> échelon .....	302
1 <sup>er</sup> échelon .....	299



## TITRE II

## ÉCHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE À CERTAINS EMPLOIS DU MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Art. 13.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de vice-président, de président de l'autorité environnementale, de président de section et de président de la commission permanente des ressources naturelles du Conseil général de l'environnement et du développement durable régis par le décret du 29 juillet 2009 susvisé est fixé comme suit :

EMPLOIS	INDICES BRUTS
Vice-président	HE F
Président de l'autorité environnementale, président de section et président de la commission permanente des ressources naturelles	HE E

**Art. 14.** – L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de directeur de service régional de la région parisienne régi par le décret du 30 mars 1967 susvisé et de directeur délégué, de directeur départemental et de chef de service régional de l'équipement régis par le décret du 5 octobre 1970 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Chef de service régional de l'équipement de la région parisienne</i>	
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE E
2 <sup>e</sup> échelon .....	HE D
1 <sup>er</sup> échelon .....	HE C
<i>Chef de service régional de l'équipement</i>	
4 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
2 <sup>e</sup> échelon .....	1015
1 <sup>er</sup> échelon .....	966
<i>Directeur départemental de l'équipement</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
5 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
4 <sup>e</sup> échelon .....	1015
3 <sup>e</sup> échelon .....	966
2 <sup>e</sup> échelon .....	901
1 <sup>er</sup> échelon .....	830
<i>Directeur délégué</i>	
5 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
4 <sup>e</sup> échelon .....	1015
3 <sup>e</sup> échelon .....	966
2 <sup>e</sup> échelon .....	901
1 <sup>er</sup> échelon .....	830

**Art. 15.** – L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de directeur régional de l'environnement régi par le décret du 4 novembre 1991 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Directeur régional de l'environnement</i>	
4 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
2 <sup>e</sup> échelon .....	1015
1 <sup>er</sup> échelon .....	966

**Art. 16.** – L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de secrétaire général du Conseil supérieur de la marine marchande régi par le décret du 12 septembre 2002 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Secrétaire général du Conseil supérieur de la marine marchande</i>	
4 <sup>e</sup> échelon .....	HE B
3 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
2 <sup>e</sup> échelon .....	1015
1 <sup>er</sup> échelon .....	901

**Art. 17.** – L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du premier groupe et du deuxième groupe régi par le décret n° 2005-632 du 30 mai 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Ingénieur en chef des travaux publics du premier groupe</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	HE A
5 <sup>e</sup> échelon .....	1015
4 <sup>e</sup> échelon .....	966
3 <sup>e</sup> échelon .....	916
2 <sup>e</sup> échelon .....	864
1 <sup>er</sup> échelon .....	811
<i>Ingénieur en chef des travaux publics du deuxième groupe</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	1015
5 <sup>e</sup> échelon .....	966
4 <sup>e</sup> échelon .....	916
3 <sup>e</sup> échelon .....	864
2 <sup>e</sup> échelon .....	811
1 <sup>er</sup> échelon .....	759

**Art. 18.** – L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de conseiller d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables régi par le décret du 6 septembre 2007 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Conseiller d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables</i>	
Echelon spécial	HE A
7 <sup>e</sup> échelon .....	1015
6 <sup>e</sup> échelon .....	985
5 <sup>e</sup> échelon .....	946
4 <sup>e</sup> échelon .....	901
3 <sup>e</sup> échelon .....	850
2 <sup>e</sup> échelon .....	800
1 <sup>er</sup> échelon .....	750

**Art. 19.** – L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de conseiller des affaires maritimes régi par le décret du 21 décembre 2001 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Conseiller des affaires maritimes</i>	
6 <sup>e</sup> échelon .....	1015

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
5 <sup>e</sup> échelon .....	966
4 <sup>e</sup> échelon .....	916
3 <sup>e</sup> échelon .....	864
2 <sup>e</sup> échelon .....	811
1 <sup>er</sup> échelon .....	759

**Art. 20.** – L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de chef de subdivision des services chargés de l'équipement régi par le décret du 24 février 1995 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS
<i>Chef de subdivision</i>	
5 <sup>e</sup> échelon .....	638
4 <sup>e</sup> échelon .....	605
3 <sup>e</sup> échelon .....	582
2 <sup>e</sup> échelon .....	570
1 <sup>er</sup> échelon .....	550

**Art. 21.** – I. – Le décret n° 2009-952 du 29 juillet 2009 fixant l'échelonnement indiciaire des emplois de vice-président, de président de l'autorité environnementale, de président de section et de président de la commission permanente des ressources naturelles du Conseil général de l'environnement et du développement durable est abrogé.

II. – Les arrêtés suivants sont abrogés :

- l'arrêté du 22 juin 1966 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux fonctionnaires du corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports ;
- l'arrêté du 15 octobre 1970 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de directeur délégué, de directeur départemental et de chef de service régional de l'équipement ;
- l'arrêté du 27 octobre 1976 fixant l'échelonnement indiciaire de l'emploi de chef de service régional de la région parisienne ;
- l'arrêté du 4 mars 1980 fixant l'échelonnement indiciaire du grade de conducteur principal des travaux publics de l'Etat ;
- l'arrêté du 24 février 1992 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de directeur régional de l'environnement ;
- l'arrêté du 7 septembre 1993 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des professeurs techniques de l'enseignement maritime ;
- l'arrêté du 14 décembre 1994 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement ;
- l'arrêté du 22 décembre 1997 relatif à l'échelonnement indiciaire du corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière ;
- l'arrêté du 7 octobre 1998 portant échelonnement indiciaire applicable au corps des officiers de port adjoints ;
- l'arrêté du 4 janvier 2000 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des techniciens supérieurs de l'équipement ;
- l'arrêté du 4 janvier 2000 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de chef de subdivision des services du ministère chargé de l'équipement ;
- l'arrêté du 9 août 2000 portant échelonnement indiciaire applicable au corps des inspecteurs des affaires maritimes ;
- l'arrêté du 26 février 2001 portant échelonnement indiciaire applicable au corps des officiers de port ;
- l'arrêté du 24 septembre 2001 modifié relatif au classement dans les groupes hors échelle de l'emploi de directeur régional de l'environnement ;
- l'arrêté du 21 décembre 2001 relatif à l'échelonnement indiciaire de l'emploi de conseiller des affaires maritimes ;
- l'arrêté du 12 septembre 2002 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de secrétaire général du Conseil supérieur de la marine marchande ;
- l'arrêté du 27 mai 2005 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des inspecteurs généraux et inspecteurs de l'équipement ;
- l'arrêté du 7 octobre 2005 fixant les échelonnements indiciaires applicables aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du premier groupe et du deuxième groupe ;

- l'arrêté du 7 octobre 2005 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat ;
- l'arrêté du 5 décembre 2007 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de conseiller d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

**Art. 22.** – Le ministre de l'économie et des finances, la ministre de l'égalité des territoires et du logement, la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 17 septembre 2012.

JEAN-MARC AYRAULT

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'écologie,  
du développement durable  
et de l'énergie,*

DELPHINE BATHO

*Le ministre de l'économie et des finances,  
PIERRE MOSCOVICI*

*La ministre de l'égalité des territoires  
et du logement,*

CÉCILE DUFLLOT

*La ministre de la réforme de l'Etat,  
de la décentralisation  
et de la fonction publique,*

MARYLISE LEBRANCHU

*Le ministre délégué  
auprès du ministre de l'économie et des finances,  
chargé du budget,  
JÉRÔME CAHUZAC*